

Les langues et les linguistiques sont-elles politiques? Le débat est ouvert!

Yannick LEFRANC

L'ouvrage dirigé par Patrick Sériot et Andrée Tabouret-Keller en 2004, *Les discours sur la langue sous les régimes autoritaires (Cahiers de l'ILSL, n° 17, Institut de linguistique et des sciences du langage, Lausanne)* rassemble les actes d'un colloque qui s'est tenu en 2003 à Lausanne. Une vingtaine de contributions y interrogent des discours qui parlent de la langue. Ils proviennent des autorités politiques et académiques des dictatures d'hier et d'aujourd'hui dans leur diverses configurations: théocratie, monarchie absolutiste, Etat totalitaire ou dictature militaire.

Les chapitres – voir le sommaire en fin d'article – traitent de plusieurs aires géographiques et civilisationnelles et de plusieurs périodes: Europe (Rome républicaine, Italie fasciste, URSS des années 1920-30 et 50, Biélorussie contemporaine, Allemagne nazie, France monarchique du 17^{ème} siècle et France républicaine du 20^{ème} siècle, Turquie kémaliste, Albanie «socialiste»), Monde arabe (espace arabo-iranien médiéval et Algérie contemporaine), Amérique du Nord (USA d'aujourd'hui) et Amérique du Sud (Paraguay contemporain).

La lecture de cet ouvrage nous apprend que, si certains régimes autoritaires tolèrent une forme de pluralisme métalinguistique et linguistique – Europe de la fin du Moyen Age, Algérie actuelle – en revanche, les Etats totalitaires, qui réalisent un contrôle total sur les discours métalinguistiques publics, empêchent tout débat de fond sur la langue, et ils répriment et marginalisent les pratiques langagières non officiellement reconnues: Monde arabo-iranien classique, Allemagne nazie, URSS stalinienne.

J'ai noté que peu des chapitres traitent du rôle du système éducatif en régime linguistique autoritaire. Les futures études comparatives auxquelles appellent les éditeurs pourraient, dans la voie ouverte par Renée Balibar (1985, 1991), tenter de penser les discours en rapport avec leur circulation entre les institutions et les dispositifs de contrôle social. Il me semble en effet que l'on comprendrait mieux le fonctionnement et la force des discours sur la langue si on les intégrait dans le jeu des correspondances et des décalages entre les discours et les pratiques des institutions administratives, religieuses, juridiques, policières, éducatives, scientifiques, littéraires et culturelles, qui se croisent et s'agrègent pour gouverner la langue et les conduites linguistiques des sujets.

Des idéologies linguistiques autoritaires

Des dirigeants et des savants

Le numéro des *Cahiers de l'ILSL* montre que les régimes autoritaires qui cherchent à contrôler les discours *de* la langue légitime, à travers la maîtrise des écrits et des discours écrits oralisés (religieux, juridiques, savants ou littéraires), le font non seulement au moyen de mesures administratives mais également en élaborant des discours *sur* la langue qui imposent une certaine idée de la langue. Cette idéologie linguistique rassemble des prescriptions de langues, d'alphabets et de formes légitimes, avec des spéculations sur l'origine de la langue et sur l'identité linguistique et ethno-culturelle du peuple. Des grammairiens, philologues et linguistes autorisés produisent des travaux conformes à la vision et aux divisions (aux catégorisations) du régime.

Les exemples de l'Allemagne nazie (Hutton) et de l'URSS stalinienne (Sériot, Velmezova) font d'ailleurs apparaître que si l'autocrate et/ou les autorités religieuses, militaires et policières cadrent et orientent ce qu'écrivent les spécialistes de la langue (grammairiens prescriptifs, linguistes «descriptifs»), le régime ne supprime pas les débats intellectuels. Mais, bien qu'elles soient parfois vives, les discussions entre savants s'exercent dans un cadre idéologique qui ne remet jamais en cause la vision officielle, essentialiste et uniformisante, de la langue.

Les chapitres de l'ouvrage analysent à la fois les conceptions métalinguistiques des dictateurs, non formés aux sciences du langage, et celles des spécialistes de la langue qui légitiment leur politique. Mais les contributions n'étudient pas seulement les mythes des linguistes «dans la ligne» (Djakov et Aliev en URSS), elles s'intéressent aussi aux spéculations des savants condamnées par les autorités (Marr en URSS). Enfin, quelques chapitres examinent les textes où Orwell, Chomsky et Klemperer dénoncent la manipulation des esprits.

Une linguistique politisée et politique

Un des apports les plus précieux de ce volume est bien d'encourager le lecteur à dépasser certains cloisonnements épistémologiques et méthodologiques. Les contributions ont osé articuler des réalités et des questions trop souvent dissociées: les politiques linguistiques des Etats et les recherches «scientifiques» des spécialistes du langage.

Il est vrai que les dictateurs le font déjà à leur manière. Ignorant les disjonctions académiques, les dirigeants des régimes autoritaires intègrent leurs discours sur la langue dans leurs actions sur la langue (*cf.* les travaux de J.-P. Faye 2009). Tout se passe comme s'ils refusaient de séparer la

dimension «externe» des décisions et des mesures sur la langue, et la dimension «interne» du système de la langue. L'organisation de la langue fait partie de l'administration du pays et la politique linguistique se fonde dans la langue et la culture de la nation. Mais les autocrates et autres dictateurs n'en restent pas à ces réalités prosaïques et ils composent des discours enchantés où la langue est naturellement/surnaturellement liée à la population (langue du peuple) et au pays (langue de la nation, de la patrie, voire de la terre).

Portés par leurs mythes linguistiques, les gouvernants légifèrent sur la bonne langue qu'ils cherchent à modeler et, faisant fi des distinctions entre l'interne et l'externe, le descriptif et le prescriptif, ils s'assurent le concours de grammairiens, de philologues et de linguistes qui mettent leurs descriptions «scientifiques» au service de la politique de l'Etat. Ces savants la légitiment en reconnaissant telle ou telle langue comme nationale à l'exclusion des autres et ils l'entérinent en participant à son institutionnalisation: ils recommandent ou acceptent l'alphabet, la langue standardisée écrite, les règles grammaticales normatives, le vocabulaire épuré. Leurs discours et leurs pratiques savantes sur la langue sont donc politiques.

Dans leur présentation, les éditeurs avancent l'idée que l'analyse des discours métalinguistiques produits en régime autoritaire peut même éclairer les discours sur la langue des Etats «dits démocratiques», dont les autorités politiques et savantes (et j'ajouterais: éducatives) manifestent elles aussi «la résistance, idéologique et politique, à faire une place à l'hétérogène» (Sériot et Tabouret-Keller, p. 3); et dont les paroles et les actions d'unification linguistique, qu'elles soient administratives, juridico-policières, religieuses ou pédagogiques, ont pris et prennent encore des formes coercitives, y compris en produisant des effets d'intimidation et d'insécurité linguistique qui marquent les sujets parlants (Causat) mais qui intéressent encore trop peu de nos savants.

Poursuivant dans la voie tracée par l'ouvrage, on pourrait confronter les théories du langage dites sérieuses et les théorisations ouvertement idéologiques issues des régimes autoritaires, afin, par effet de contraste, de mettre à jour quelques idéologismes cachés au cœur des travaux descriptifs de nos sciences du langage qui se présentent comme neutres. En Europe ou aux Etats-Unis, dans ces *oligarchies libérales* (Castoriadis 1996) travaillées par des tendances pluralistes et démocratiques, et dans des espaces scientifiques soumis à la règle du débat contradictoire (dans des limites à explorer), la charge idéologique des discours scientifiques se réaliserait dans des modalités plus subtiles et plus indirectes que dans les

dictatures militaires, policières, bureaucratiques et/ou religieuses. Pour reconstituer les visions orientées vers la conservation ou le changement d'un ordre social à la fois économique et symbolique, il faudrait sans doute tenir compte des effets idéologiques de la division du travail scientifique, de ceux des catégorisations savantes (les oppositions structurantes), voire même des effets des normes méthodologiques de la pratique scientifique (*cf.* Auroux 1998).

Des effets de vérité

Pour autant, s'ils sont toujours politico-idéologiques, les discours métalinguistiques des dirigeants et des savants des régimes dictatoriaux, comme ceux de leurs opposants censurés auxquels ils imposent souvent et les thèmes et le cadre des débats, ne sont pas uniquement politico-idéologiques. Respectueux de la complexité des textes qu'ils analysent, les auteurs du volume montrent que ces travaux idéologiquement très marqués ne se réduisent pas à leur fonction politique (à ce qu'ils révèlent de leurs dépendances à un projet d'organisation de la société), ni aux illusions et aux mythes qu'ils véhiculent. Pour Velmezova, les hypothèses de Marr et Abaev, qui considèrent la langue comme sémantiquement et formellement idéologique, ont toujours un intérêt heuristique. Selon P. Sériot, les discours métalinguistiques de l'URSS des années 20-30 posent «des questions fondamentales sur le rapport langue/société, langue/espace politique, pouvoir/institutions linguistiques» (p. 232). Ainsi ces discours historiquement et géographiquement situés nous diraient non seulement des vérités sur le projet politique qu'ils énoncent explicitement, mais ils nous éclaireraient aussi sur la nature intrinsèquement sociale et politique de la langue et du langage. Et j'ajouterais: sur le travail des idéologies et des intérêts politico-économiques contradictoires au sein des disciplines scientifiques.

Contre l'hétérogène et le mélangé

P. Sériot rappelle que «tout groupe ne peut être groupe (et pas collection d'individus) que par le lien – ténu ou dense, souvent plus hétérogène qu'homogène – d'une pratique singulière: la langue». En régime autoritaire, la cohésion sociale monte d'un cran, et les chapitres nous montrent comment le lien langagier se «surhomogénéise», dans des domaines d'activités circonscrits et contrôlables: administration, droit, religion, éducation, moyens de communication, édition. L'ordre autoritaire repose sur l'uniformisation idéologique de la population, elle-même inséparable de l'uniformisation linguistique et métalinguistique qui, par la répression idéologique et policière des paroles et des écrits, règne dans les institutions et les espaces publics.

Les gouvernants autoritaires et les autorités savantes sélectionnées enferment les discours des spécialistes dans une vision essentialiste, homogénéisante. Et puriste: déniaient la réalité sociohistorique cosmopolite de tout idiome, des doctes rejettent le mélange au nom de la pureté de la langue, et parfois même du sang (Ibn Faris, les linguistes nazis).

Les contributions du numéro révèlent que les discours uniformisants des autorités véhiculent plusieurs essentialismes: surnaturaliste-mystique, naturaliste-racialiste ou historiciste, qui ne s'excluent pas mutuellement. Pour Ibn Faris, la langue arabe est la langue surnaturelle des peuples arabes. Pour Atatürk, la langue turque est la première langue du monde civilisé, et celle du peuple turc créateur de la civilisation mondiale. Pour les linguistes du III^e Reich, la langue allemande est la langue créée par le *Volk* allemand qu'elle unifie. Pour Staline, la langue russe est la langue socialiste russe des peuples unis de l'URSS.

Tous les auteurs montrent que les écrits et les déclarations autoritaires sur la langue-culture historique nationale sont marqués par un rejet passionné de *l'hétérogène*, du *divisé/conflictuel interne* et du *mélange* (de la mixité linguistique, culturelle et «raciale»); très logiquement, les dictateurs et leurs savants collaborateurs combattent *l'universel transculturel*, *le cosmopolite* et ils taisent *les points communs* et *les similitudes* entre les peuples et les cultures.

L'idéologie linguistique autoritaire, qui se pose aussi en s'opposant, se construit en excluant les théorisations et les projets politiques adverses. En Allemagne et en URSS, on rejette la vision transculturelle internationaliste de Zamenhof, promoteur de l'esperanto, cette langue internationale «a-nationale», qui s'ajoute aux langues nationales sans les éliminer (Moret). En URSS, on condamne les modèles théoriques «hyper-sociologistes» (Sériot) qui conçoivent les langues comme des assemblages non homogènes et socio-culturellement mixtes.

La répression du pluralisme métalinguistique et celle du pluralisme linguistique sont liées, la condamnation de la pluralité des opinions sur la langue va de pair avec celle de la pluralité interne des langues et des variétés. Les régimes autoritaires considèrent «l'hétérogénéité comme une anomalie» (Velmezova, p. 331). Ils vont combattre l'hétérogénéité externe créée par la présence dans la langue de formes verbales «étrangères» (Paraguay, URSS): on va donc chercher à épurer la langue des termes venus d'ailleurs; mais ils doivent aussi se mesurer à l'hétérogénéité interne des variantes dialectales dont certaines sont littéraires (Albanie): la standardisation opérée par les linguistes peut alors fabriquer un idiome aux allures de langue de bois (Samara).

L'unification uniformisante s'exerce en particulier contre les manières de parler des milieux populaires, que l'on méprise en les dépréciant et en les ignorant. Pour les autorités politiques et éducatives, elles sont fautives, incohérentes, composites, donc indignes de description et d'enseignement. Pour la linguistique officielle elles n'existent pas. C'est le cas avec les parlers populaires de la France du 20^{ème} siècle, républicaine et linguistiquement autoritariste (Caussard) et c'est encore le cas avec la *trasianka*, langue mixte russo-biélororusse parlée dans la Biélorussie d'aujourd'hui et méconnue par les autorités (Goujon).

L'ouvrage donne une grande place à la question de l'écriture et à ses enjeux de pouvoir (voir le chapitre de Simonato-Kokochnica sur les alphabets de l'URSS). Il est vrai que depuis les recherches de Jack Goody on saisit mieux comment la victoire symbolique et politique de la langue standardisée et, métaphoriquement, de l'ordre étatique, s'incarne dans la stabilité et l'unité visibles de l'écriture d'Etat (Goody 1986): elle transcende l'instabilité et la variabilité du langage oral et tranche sur les désordres de la communication sociale: grâce à la fixation de l'orthographe, la langue légitime s'impose à tous les scripteurs mais aussi à tous les parleurs. J'ajouterais que cette langue-système se manifeste immédiatement comme une langue-de-discours (pour paraphraser Meschonnic 1997) qui existe par les textes grammatisés et autorisés qui circulent: discours exemplaires, modèles de langue à lire et relire à haute voix, à citer et à réciter. C'est bien sur cette réalité attestable, sur la matérialité patente de ces écrits en langue «purifiée» (et littérairement *stylisée*), que l'on peut se fonder pour affirmer l'évidence irréfutable de la langue et pour mener à bien le projet de la conserver dans sa pureté originelle (monde arabo-iranien musulman, Larcher).

La critique des discours autoritaires ne conduit pas pour autant les contributeurs à condamner toute forme d'unification linguistique. Les éditeurs soulignent la nécessité pour toute société d'organiser la communication sociale et donc d'homogénéiser la langue afin que les hommes se comprennent entre eux.

Dans son chapitre, Merlin-Kajman va encore plus loin et elle avance plusieurs hypothèses paradoxales. Tout d'abord elle affirme que la politique de l'Académie et des puristes du siècle de Louis XIV aurait contribué à pacifier la société, en civilisant les mœurs d'élites qui s'étaient déchaînées lors des guerres de religion. Grâce à la pratique «poliçante» de la conversation, par la verbalisation euphémisante des opinions et des affects, cette politique linguistique aurait favorisé la sublimation des pulsions destructrices. En régulant les interactions langagières, en imposant

son style aux discours des sujets parlants, la standardisation classique aurait donc été globalement salubre.

Merlin-Kajman soutient également que l'Etat despotique peut même protéger d'autorités plus tyranniques. L'auteure rappelle comment les écrivains menacés par les dévots ou par Richelieu ont pu trouver une certaine sécurité grâce à l'Académie française et au pouvoir royal absolutiste de Louis XIV. Certains ont pu alors exprimer des opinions philosophiques parfois hétérodoxes en passant par un langage indirect, allusif, métaphorique ou allégorique. Et l'on sait par ailleurs que dans des régimes théocratiques ou des sociétés soumises à l'influence des autorités religieuses, des lettrés ont pu compter sur la protection du Prince: monde arabo-musulman, Italie de la Renaissance, Allemagne de Frédéric II.

La contribution de Merlin-Kajman et celle que J.J. Courtine consacre au phénomène du *politically correct* aux USA – avec ses incidences pratiques sur l'édition scolaire et universitaire – ouvrent des perspectives de recherches comparatives sur les autoritarismes linguistiques et métalinguistiques d'en haut et d'en bas, majoritaires ou minoritaires. Les tyrannies étatiques ne doivent pas nous rendre aveugles aux tyrannies de la majorité (électeurs, consommateurs, mais aussi groupes générationnels) et des minorités (membres de communautés, d'associations). Je pense également aux discours de la «culture d'entreprise», dont le mode d'organisation, les pratiques de travail et le langage, mécaniciste et froidement factuel, se sont peu à peu imposés dans les sociétés dites démocratiques, notamment dans les institutions éducatives, sans débat public contradictoire (Lefranc 2008).

La confusion au service de l'uniformisation

Un point de vue méthodologique et déontologique s'est imposé dans nos milieux académiques: les écrits scientifiques doivent générer des idées claires et distinctes, grâce à des formulations dont le lecteur doit être en mesure de contrôler les effets de sens. A l'inverse, les chapitres de l'ouvrage montrent que les discours autoritaires fonctionnent au brouillage et à la confusion. Les sens des termes débordent de leurs limites, les lexies échangent et mêlent leurs sémantismes.

On peut déceler un premier type de confusion où les discours font l'amalgame entre le mot et la réalité qu'il prétend désigner (cette réalité unifiée n'étant elle-même que l'image approximative de réalités plurielles et composites). C'est le cas avec l'usage de l'expression «langue commune» qui laisse entendre que l'on parle de la langue de tous les habitants de l'espace national et que tous ses locuteurs en ont une

compétence égale: qu'ils soient très lettrés, peu lettrés ou illettrés; riches ou pauvres; parleurs ou auditeurs.

Une autre forme de confusion naît du jeu des glissements et des assimilations entre des termes dont l'enchaînement syntagmatique brouille les distinctions de sens – et libère des associations d'idées. Les contributions révèlent de multiples chevauchements et amalgames entre le sémantisme des mots et des expressions de la chaîne notionnelle *langue maternelle / langue commune / langue nationale / langue officielle / langue d'Etat / langue du peuple*; et entre *langue commune / langue unie* (cohérente, homogène, logique) et *langue unique*. Ces enchaînements de termes-notions se croisent et s'entremêlent avec la suite *langue historique / langue d'origine / langue du peuple / langue naturelle* (de la race) / *langue divine* (religieuse, mystique), ainsi qu'avec l'amalgame *langue écrite / langue orale*. On peut parier qu'une étude approfondie de cette dernière confusion en décrirait les effets épistémologiques considérables dans les disciplines linguistiques de tous les Etats, d'hier à aujourd'hui.

On voit bien que l'idéologie de la langue est une pièce maîtresse du dispositif politique dictatorial. Les discours métalinguistiques qui la portent jouent un rôle décisif dans la cohésion sociale en rassemblant les sujets parlants dans un même flou sémantique identitaire.

Sous le signe de l'Un, les autocrates, leurs idéologues et leurs savants créent un rapport fusionnel entre l'unité-identité de la langue et l'unité-identité de la nation. Suivant Hutton, dans l'Allemagne nazie la linguistique universitaire a entretenu la vision unitaire et généalogique d'une langue allemande dont les dialectes ont un ancêtre commun et grâce à laquelle le peuple a pu se rassembler tout au long de son histoire: la discipline linguistique apportait par là un soutien décisif à la thèse du *Volk*, défini comme le mélange unifié des races nordique et allemande.

Enfin, dans leur langage nécessairement approximatif, les discours qui parlent de la langue associent leur brouillage sémantique ensorcelant à l'évocation de la langue maternelle, un des instruments «du maniement social de l'identité» (Legendre, cité par Tabouret-Keller). En URSS, par exemple, on remarque en effet des énoncés qui relient l'amour de la mère, l'amour de la patrie et l'amour de la langue (Sériot). Comme nous l'a montré Klemperer (1996), le discours totalitaire nazi était aussi un discours sentimental.

Si tous les chapitres invitent à poursuivre la réflexion et à conduire des recherches complémentaires, plusieurs contributions suscitent la discussion. C'est le cas de celles de J.J. Courtine (sur le politiquement

correct), J.J. Joseph (sur Orwell et Chomsky) et D. Savatovsky (sur Klemperer). Les trois auteurs m'ont semblé minimiser l'efficacité des «discours sur la langue» et des «discours (modèles) de la langue» sur les pratiques langagières et les comportements des sujets parlants, que ces discours proviennent des autorités dictatoriales, des groupes de pression ou encore de nos grands médias. Les trois chercheurs argumentent contre une version mécaniciste et directe de la thèse de la manipulation des esprits, sans tenir compte des recherches en psychologie sociale et/ou cognitive sur la servitude volontaire et sur les techniques du marketing. Enfin, ils réfutent une vision magique de la performativité où les mots par eux-mêmes font bouger les gens et les choses; alors qu'on peut faire appel à une autre théorie de la performativité, où l'énonciation des discours et des formules fait partie de l'action sociale et participe à son accomplissement, en liaison avec d'autres facteurs.

Références

- AUROUX, S. 1998. *La raison, le langage et les normes*, Paris, Fayard.
- BALIBAR, R. 1985: *L'institution du français*, Paris, P.U.F.
- BALIBAR, R. 1991. *Histoire de la littérature française*, Paris, PUF.
- CASTORIADIS, C. 1996. *La montée de l'insignifiance*, Paris, Le Seuil.
- FAYE, J.-P. 2009. *Introduction aux langages totalitaire*, Paris, Le livre de poche.
- GOODY, J. 1986. *La logique de l'écriture*, Paris, Armand Colin.
- KLEMPERER, V. 1996. *LTI, la langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue*, Paris, Albin Michel.
- LEFRANC, Y. 2008. «La didactique (institutionnelle) des langues: une domestication participative», *Raison Présente*, n°167.
- MESCHONNIC, H. 1997. *De la langue française*, Paris, Hachette.

Sommaire de l'ouvrage

P. Sériot et A. Tabouret-Keller	<i>Présentation.....</i>	1
P. Caussat	<i>Langue d'autorité et autorité de langue.....</i>	5
J.-J. Courtine	<i>La prohibition des mots. L'écriture des manuels scolaires en Amérique du Nord.....</i>	19
M. Dubuisson	<i>Le pouvoir et la langue: le cas du latin 'classique'.....</i>	33
A. Goujon	<i>Bilinguisme et populisme en Biélorussie.....</i>	45
Ch. Hutton	<i>Linguistique et anthropologie raciale en Allemagne nazie: sciences contradictoires ou sciences complémentaires? ...</i>	65

J. Joseph	<i>Créativité linguistique, interprétation et contrôle de l'esprit selon Orwell et Chomsky.....</i>	81
G. Klein	<i>De la langue unitaire à la langue autarcique: le discours sur la langue pendant le fascisme en Italie.....</i>	93
P. Larcher	<i>Théologie et philologie dans l'islam médiéval: Relecture d'un texte célèbre de Ibn Fâris (Xe siècle)</i>	101
A. Lenta	<i>L'invention de la langue moldave à l'époque soviétique.....</i>	115
H. Merlin-Kajman	<i>Langue, souveraineté, civilité: l'usage contre l'autorité.....</i>	135
S. Moret	<i>D'une contradiction interne: l'espéranto, langue neutre ou langue de l'autre?</i>	155
C. Rodríguez-Alcala	<i>La construction imaginaire de la nation paraguayenne par le discours sur le guarani langue nationale.....</i>	171
M. Samara	<i>Sur la politique linguistique et le travail des linguistes sous le régime autoritaire en Albanie (1945-1990)</i>	191
D. Savatovsky	<i>Philologie d'une nov-langue, la LTI de Victor Klemperer.....</i>	205
A.Schwarz	<i>La linguistique du roi et du fou du roi.....</i>	219
P. Sériot	<i>La langue, le pouvoir et le corps.....</i>	231
E. Simonato-Kokochkina	<i>Alphabet 'chauvin' ou alphabet 'nationaliste'.....</i>	261
A.Tabouret-Keller	<i>Les métaphores multiples de l'expression 'langue maternelle': un projet de travail.....</i>	277
N. Tiziri	<i>Les langues dans les constitutions algériennes.....</i>	289
M. Uzman	<i>La théorie de la Langue-Soleil: une entreprise désespérée aux marges de la science.....</i>	301
E. Velmezova	<i>La sémantique idéologique entre Marr et Staline.....</i>	315
Sommaire		337